



Notre groupe local AFPS est engagé dans le mouvement contre la loi dite « Sécurité globale » et les lois liberticides, et nous souhaitons dire ce qui motive cet engagement. Il nous a été parfois reproché de mener un combat qui ne serait pas le nôtre qui est de défendre les droits du peuple palestinien. Nous répondons que, défendre les droits et libertés des Palestiniens – qui en sont presque entièrement privés -, c'est aussi défendre les droits et libertés de tout citoyen.

En y regardant de plus près, il nous semble qu'on voit très vite à quel point ce projet de loi mettrait en danger notre liberté d'expression et de manifestation, d'autant plus lorsqu'il s'agirait de dénoncer le sionisme (associé par le président de la république à de l'antisémitisme) de dénoncer l'apartheid de l'État d'Israël, et de mener des actions de boycott alors que le même pouvoir français rejette et tente de contourner la décision de la Cour Européenne des Droits de l'Homme qui reconnaît le bien fondé des actions de Boycott Désinvestissement Sanctions, le BDS.

Et en y réfléchissant encore un peu plus, comment ne pas voir l'impact du modèle sécuritaire israélien -testé sur les Palestiniens- sur la militarisation de plus en plus inquiétante de notre police républicaine, en passe de devenir aussi intouchable que l'armée, et dont l'application nous mettrait hors la loi chaque fois que nous voudrions défendre publiquement les droits des Palestiniens.

Pour rappel, l'ex président de Nîmes métropole, Yvan Lachaud, s'est rendu en octobre 2016, avec une délégation, auprès des services de sécurité israéliens... pour aller examiner de plus près le « savoir-faire » en terme de sécurité, savoir faire qu'Aurore Bergé, députée LREM, a vanté lors d'une déclaration en nov 2019 « *Israël est notre première ligne de front contre le terrorisme* ».

Enfin, c'est à juste titre, avant que cette loi ne soit votée, que tous les citoyens et associations responsables manifestent haut et fort leur critique et leur rejet de tous ses aspects illégaux et contraires aux libertés fondamentales qui priveraient les journalistes et les citoyens d'informer et de s'informer librement, et les victimes des "forces de l'ordre" de pouvoir défendre leur liberté et leur dignité. Plusieurs affaires récentes en sont hélas la preuve flagrante.

C'est en effet malheureusement là que se trouve la finalité de cette loi, le reste figurant déjà dans les lois existantes. Et nous refusons une vision du monde raciste, guerrière et anti-démocratique.

En tant que militants de l'AFPS, ce combat pour défendre nos droits de citoyens et pour continuer à exprimer et à manifester notre soutien aux Palestiniens, et à défendre leurs droits, est incontournable.

**Nous luttons contre les lois liberticides, les lois discriminatoires et le racisme ICI en France,  
Nous dénonçons l'occupation, l'apartheid, l'épuration ethnique LÀ-BAS en Palestine,  
Un même combat pour la justice, l'égalité, la liberté !**